Développement économique Canada pour les régions du Québec
Canada Economic Development for Quebec Regions

Canada

Développement économique Canada
pour les régions du Québec

Près des **entreprises,**
Près des **régions.**

ÉTATS FINANCIERS AU 31 MARS 2026

(NON AUDITÉS)

Publié par

Agence de développement économique du
Canada pour les régions du Québec
Montréal, (Québec) H3B 2T9
www.dec-ced.gc.ca

©Sa majesté le Roi du chef du Canada, représenté par la ministre responsable de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec, 2026

Catalogue :

ISSN :

Déclaration de responsabilité de la direction englobant le contrôle interne en matière de rapports financiers

La responsabilité de l'intégrité et de l'objectivité des états financiers ci-joints pour l'exercice s'étant terminé le 31 mars 2026 et de tous les renseignements qui y figurent incombe à la direction de Développement économique Canada pour les régions du Québec (DEC). Ces états financiers ont été préparés par la direction à partir des politiques comptables du gouvernement du Canada, lesquelles s'appuient sur les normes comptables canadiennes du secteur public.

La direction est responsable de l'intégrité et de l'objectivité des données présentées dans ces états financiers. Certains renseignements présentés dans les états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et le jugement de la direction, compte tenu de l'importance relative des postes en question. Pour s'acquitter de ses obligations au chapitre de la comptabilité et de la présentation de rapports, la direction tient des comptes qui permettent l'enregistrement centralisé des opérations financières de DEC. Les renseignements financiers présentés aux fins de l'établissement des Comptes publics du Canada et figurant dans le Rapport sur les résultats ministériels de DEC concordent avec ces états financiers.

Il incombe aussi à la direction de tenir un système efficace de contrôle interne en matière de rapports financiers (CIRF) conçu pour donner une assurance raisonnable que l'information financière est fiable, que les actifs sont protégés et que les opérations sont autorisées et enregistrées adéquatement, conformément à la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à d'autres lois, règlements, autorisations et politiques applicables.

La direction veille également à assurer l'objectivité et l'intégrité des données figurant dans ses états financiers en choisissant soigneusement des employés qualifiés et en assurant leur formation et leur perfectionnement, en prenant des dispositions pour assurer une répartition appropriée des responsabilités, en établissant des programmes de communication pour faire en sorte que tous les membres de DEC sont au fait des règlements, des politiques, des normes et des pouvoirs de la direction, et en procédant à une évaluation annuelle fondée sur le risque de l'efficacité du système de CIRF.

Le système de CIRF est conçu pour atténuer les risques à un niveau raisonnable fondé sur un processus continu qui vise à identifier les risques clés, à évaluer l'efficacité des contrôles clés associés, et à apporter les ajustements nécessaires.

DEC fait l'objet d'audits périodiques des contrôles de base par le Bureau du contrôleur général et utilisera les résultats de ces audits pour adhérer à la *Politique sur la gestion financière* du Conseil du Trésor.

Les états financiers de Développement économique Canada pour les régions du Québec n'ont pas fait l'objet d'un audit.

Signature numérique de Perron, Sony
Date : 2026.08.10 14:12:34 -04'00'

Sony Perron
Président

Signature numérique de Garon, Caroline
Date : 2026.07.30 08:53:41 -04'00'

Caroline Garon, CPA-CAFM,
Dirigeante principale des finances

Montréal, Canada

Date

Développement économique Canada pour les régions du Québec

État de la situation financière *(non audité)* au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2026	2025
Passifs		
Créditeurs et charges à payer (note 4)	28 430	23 952
Indemnités de vacances et congés compensatoires	2 782	2 869
Avantages sociaux futurs (note 5)	849	812
Total des passifs bruts	**32 061**	**27 633**
Passifs détenus pour le compte du gouvernement		
Créditeurs et charges à payer (note 4)	(7 775)	(8 468)
Total des passifs détenus pour le compte du gouvernement	**(7 775)**	**(8 468)**
Total des passifs nets	**24 286**	**19 165**
Actifs financiers		
Montant à recevoir du Trésor	20 296	15 401
Débiteurs et avances (note 6)	7 398	5 893
Prêts (note 7)	647 500	640 692
Total des actifs financiers bruts	**675 194**	**661 986**
Actifs financiers détenus pour le compte du gouvernement		
Débiteurs et avances (note 6)	(7 003)	(5 780)
Prêts (note 7)	(647 500)	(640 692)
Total des actifs financiers détenus pour le compte du gouvernement	**(654 503)**	**(646 472)**
Total des actifs financiers nets	**20 691**	**15 514**
Dette nette ministérielle	**3 595**	**3 651**
Actifs non financiers		
Charges payées d'avance	173	155
Immobilisations corporelles (note 8)	473	1 094
Total des actifs non financiers	**646**	**1 249**
Situation financière nette ministérielle	**(2 949)**	**(2 402)**

Obligations contractuelles (note 9)
Passifs éventuels et actifs éventuels (note 10)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Développement économique Canada pour les régions du Québec

État de la situation financière *(non audité)*
au 31 mars

(en milliers de dollars)

Signature numérique de Perron, Sony
Date : 2026.08.10 14:12:51 -04'00'

Sony Perron
Président

Signature numérique de Garon, Caroline
Date : 2026.07.30 08:54:50 -04'00'

Caroline Garon, CPA-CAFM
Dirigeante principale des finances

Montréal, Canada

Date

Développement économique Canada pour les régions du Québec

État des résultats et de la situation financière nette ministérielle *(non audité)* pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2026 Résultats prévus	2026 Réel	2025 Réel
Charges			
Développer l'économie du Québec	201 921	243 265	173 959
Services internes	27 401	54 976	57 429
Charges engagées pour le compte du gouvernement	4 962	(16 398)	(17 865)
Total des charges	**234 284**	**281 843**	**213 523**
Revenus			
Revenus d'intérêts	1 766	926	1 273
Revenus divers	12	18	8
Revenus gagnés pour le compte du Gouvernement	(1 778)	(944)	(1 281)
Total des revenus	**0**	**0**	**0**
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	**234 284**	**281 843**	**213 523**
Financement du gouvernement et transferts			
Encaisse nette fournie par le gouvernement		269 012	252 885
Variations des montants à recevoir du Trésor		4 895	(46 582)
Services fournis gratuitement par d'autres ministères (note 11)		7 389	7 119
Coût de fonctionnement net après le financement du gouvernement et les transferts		**547**	**101**
Situation financière nette ministérielle - début de l'exercice		**(2 402)**	**(2 301)**
Situation financière nette ministérielle - fin de l'exercice		**(2 949)**	**(2 402)**

Information sectorielle (note 12)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Développement économique Canada pour les régions du Québec

État de la variation de la dette nette ministérielle *(non audité)* pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2026	2025
	Réel	Réel
Coût de fonctionnement net après le financement du gouvernement et les transferts	**547**	**101**
Variation due aux immobilisations corporelles		
Acquisition d'immobilisations corporelles	0	61
Amortissement des immobilisations corporelles	(605)	(602)
Produits de l'aliénation d'immobilisations corporelles	(16)	(10)
Total de la variation due aux immobilisations corporelles	**(621)**	**(551)**
Variation due aux charges payées d'avance	**18**	**(204)**
Augmentation (diminution) nette de la dette nette ministérielle	**(56)**	**(654)**
Dette nette ministérielle - début de l'exercice	**3 651**	**4 305**
Dette nette ministérielle - fin de l'exercice	**3 595**	**3 651**

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Développement économique Canada pour les régions du Québec

État des flux de trésorerie *(non audité)* pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2026	2025
Activités de fonctionnement		
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	281 843	213 523
Éléments n'affectant pas l'encaisse :		
Amortissement des immobilisations corporelles	(605)	(602)
Services fournis gratuitement par d'autres ministères (note 11)	(7 389)	(7 119)
Variations de l'état de la situation financière :		
Augmentation (diminution) des débiteurs et avances	282	(18)
Augmentation (diminution) des charges payées d'avance	18	(204)
Diminution (augmentation) des créditeurs et charges à payer	(5 171)	46 630
Diminution (augmentation) des indemnités de vacances et congés compensatoires	87	558
Diminution (augmentation) des avantages sociaux futurs	(37)	66
Encaisse utilisée pour les activités de fonctionnement	**269 028**	**252 834**
Activités d'investissement en immobilisations :		
Acquisition d'immobilisations corporelles	0	61
Produits de l'aliénation d'immobilisations corporelles	(16)	(10)
Encaisse utilisée pour les activités d'investissement en immobilisations	**(16)**	**51**
Encaisse nette fournie par le gouvernement du Canada	**269 012**	**252 885**

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Développement économique Canada pour les régions du Québec

Notes aux états financiers (*non auditées*) pour l'exercice terminé le 31 mars

1. Pouvoirs et objectifs

Développement économique Canada pour les régions du Québec (DEC) a pour mission de promouvoir le développement économique à long terme des régions du Québec en accordant une attention particulière aux régions à faible croissance économique ou à celles qui n'ont pas suffisamment de possibilités d'emplois productifs. DEC exerce son mandat selon les dispositions de la *Loi constituant l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec,* entrée en vigueur le 5 octobre 2005. De plus, DEC s'engage à favoriser la coopération et la complémentarité avec le Québec et les collectivités du Québec.

DEC favorise le démarrage et la performance des entreprises. Il les aide à devenir plus innovantes, productives et concurrentielles. Il appuie les efforts de mobilisation du milieu au sein des différentes régions du Québec et l'attraction des investissements destinés à accroître la prospérité de l'économie québécoise et canadienne. DEC contribue au dynamisme économique de l'ensemble des régions du Québec en misant sur leurs avantages compétitifs régionaux.

Pour atteindre ce résultat stratégique, DEC dispose d'une responsabilité essentielle et de services internes :

- **Développer l'économie du Québec :** Cette responsabilité essentielle vise à soutenir la croissance économique du Québec, la création d'emplois et la prospérité économique à l'aide d'une croissance propre et inclusive. DEC aide aussi les petites et moyennes entreprises (PME) à croître par le commerce et l'innovation. Il permet également de bâtir sur les forces concurrentielles régionales.

- **Services internes** : Les *Services internes* sont des groupes d'activités et de ressources connexes gérés de façon à répondre aux besoins des programmes et des autres obligations générales d'une organisation. Ils comprennent uniquement les activités et les ressources destinées à l'ensemble d'une organisation et non celles fournies à un programme particulier.

Développement économique Canada pour les régions du Québec

Notes aux états financiers (*non auditées*) pour l'exercice terminé le 31 mars

2. Sommaire des principales conventions comptables

Ces états financiers ont été préparés conformément aux conventions comptables du gouvernement énoncées ci-après, lesquelles s'appuient sur les normes comptables canadiennes pour le secteur public. La présentation et les résultats qui découlent de l'utilisation des conventions comptables énoncées ne donnent lieu à aucune différence importante par rapport aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

a) Autorisations parlementaires
DEC est financé par le gouvernement du Canada au moyen d'autorisations parlementaires. La présentation des autorisations consenties à DEC ne correspond pas à la présentation des rapports financiers selon les principes comptables généralement reconnus étant donné que les autorisations sont fondées, dans une large mesure, sur les besoins de trésorerie. Par conséquent, les postes comptabilisés dans l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle ainsi que dans l'état de la situation financière ne sont pas nécessairement les mêmes que ceux qui sont prévus par les autorisations parlementaires. La note 3 présente un rapprochement entre les deux méthodes de présentation des rapports financiers. Les montants des résultats prévus inclus dans les sections « Charges » et « Revenus » de l'État des résultats et de la situation financière nette ministérielle correspondent aux montants rapportés dans l'État des résultats prospectifs intégrés au Plan ministériel 2025-2026. Les montants des résultats prévus ne sont pas inclus dans la section « Financement du gouvernement et transferts » de l'État des résultats et de la situation financière nette ministérielle ni dans l'État de la variation de la dette nette ministérielle parce que ces montants n'ont pas été inclus dans le Plan ministériel 2025-2026.

b) Encaisse nette fournie par le gouvernement
DEC fonctionne au moyen du Trésor, qui est administré par le receveur général du Canada. La totalité de l'encaisse reçue par DEC est déposée au Trésor, et tous les décaissements faits par DEC sont prélevés sur le Trésor. L'encaisse nette fournie par le gouvernement est la différence entre toutes les entrées de fonds et toutes les sorties de fonds, y compris les opérations entre les ministères au sein du gouvernement fédéral.

c) Le montant à recevoir du Trésor
Le montant à recevoir du Trésor découle d'un écart temporaire entre le moment où une opération affecte les autorisations du ministère et le moment où elle est traitée par le Trésor. Le montant à recevoir du Trésor correspond au montant net de l'encaisse que DEC a le droit de prélever du Trésor sans autre affectation d'autorisations pour s'acquitter de ses passifs.

d) Revenus
Les revenus sont constatés dans l'exercice où s'est produit l'événement qui a donné lieu à ces revenus, sauf pour l'item énoncé ci-après. Les prêts ne sont pas porteurs d'intérêts et en raison de l'incertitude au sujet du recouvrement ultime, les revenus d'intérêts correspondent seulement aux frais imposés sur les montants en souffrance lorsqu'ils sont remboursés. Les autres revenus correspondent aux autres frais et gains sur disposition d'immobilisations et d'actifs. Les revenus qui ne sont pas disponibles à être dépensés à nouveau ne peuvent servir à acquitter les passifs de DEC. Bien que l'on s'attende à ce que le président maintienne le contrôle comptable, elle n'a pas l'autorité sur la disposition des revenus non disponibles à dépenser à nouveau. Par conséquent, les revenus non disponibles à dépenser à nouveau sont considérés comme étant gagnés pour le compte du gouvernement du Canada et sont donc présentés en réduction du montant brut des revenus de l'entité.

Développement économique Canada pour les régions du Québec

Notes aux états financiers (*non auditées*) pour l'exercice terminé le 31 mars

e) Charges

Les paiements de transfert sont passés en charges durant l'année où le transfert est autorisé et que le bénéficiaire répond aux critères d'admissibilité. Les indemnités de vacances et de congés compensatoires sont passées en charges au fur et à mesure que les employés en acquièrent les droits en vertu de leurs conditions d'emploi. Les services fournis gratuitement par d'autres ministères pour les locaux, les cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires et les services juridiques sont comptabilisés à titre de charges de fonctionnement à leur valeur comptable.

f) Avantages sociaux futurs

i. Prestations de retraite : Les employés admissibles participent au Régime de retraite de la fonction publique, un régime d'avantages sociaux multi-employeurs administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations de DEC au régime sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées et elles représentent l'obligation totale de DEC découlant du régime. La responsabilité de DEC relative au régime de retraite se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, répondant du régime.

ii. Indemnités de départ : L'accumulation des indemnités de départ pour les départs volontaires a cessé pour les groupes d'employés éligibles. L'obligation restante est calculée à l'aide de l'information provenant des résultats du passif déterminé sur une base actuarielle pour les indemnités de départ pour l'ensemble du gouvernement.

g) Les débiteurs et les prêts

Les débiteurs et les prêts sont initialement comptabilisés au coût. DEC n'actualise pas la valeur de ceux-ci puisqu'ils ne sont pas assortis de conditions avantageuses suffisamment importantes. Les paiements de transfert qui sont remboursables sans conditions sont comptabilisés comme des prêts. Lorsque nécessaire, une provision pour moins-value est comptabilisée afin de réduire la valeur comptable des débiteurs et des prêts à des montants qui correspondent approximativement à leur valeur de recouvrement nette.

h) Actifs non-financiers

Les coûts d'acquisition de terrains, de bâtiments, de matériel et d'autres immobilisations sont capitalisés comme immobilisations corporelles et, à l'exception des terrains, sont amortis aux charges au cours de la durée de vie utile estimative des biens, tel que décrit à la note 8. Toutes les immobilisations corporelles et les améliorations locatives dont le coût initial est d'au moins 5 000 $ sont comptabilisées à leur coût d'achat. Les immobilisations corporelles ne comprennent pas les biens immeubles situés sur les réserves, telles que définies par la *Loi sur les Indiens*, des œuvres d'art, des collections de musées et les terres publiques auxquelles il est impossible d'attribuer un coût d'acquisition et des actifs incorporels.

i) Passifs éventuels

Les passifs éventuels, incluant la provision pour garanties, sont une obligation potentielle qui peut devenir une obligation réelle advenant la réalisation ou non d'un ou plusieurs événements futurs. S'il est probable que l'événement futur surviendra ou non et qu'une estimation raisonnable de la perte peut être établie, une provision est comptabilisée et une charge est comptabilisée dans les autres charges. Si la probabilité de l'événement ne peut être déterminée ou s'il est impossible d'établir une estimation raisonnable, l'éventualité est présentée dans les notes afférentes aux états financiers.

Développement économique Canada pour les régions du Québec

j) Actifs éventuels

Les actifs éventuels sont des actifs potentiels qui peuvent devenir des actifs réels advenant la réalisation ou non d'un ou plusieurs événements futurs. S'il est probable que l'événement futur surviendra ou non, l'actif éventuel est présenté dans les notes afférentes aux états financiers.

k) Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers exige de la direction qu'elle effectue des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les montants comptabilisés et divulgués au titre des actifs, des passifs, des revenus et des dépenses dans les états financiers et les notes complémentaires au 31 mars. Les estimations reposent sur des faits et des circonstances, l'historique, la conjoncture économique générale et rend compte de la meilleure estimation du gouvernement concernant le montant connexe à la date des états financiers. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont les provisions pour créances douteuses, le passif au titre d'avantages sociaux futurs, le passif éventuel, la durée de vie utile des immobilisations corporelles et les récupérations estimatives pour les actifs éventuels. Il se pourrait que les résultats réels diffèrent des estimations de manière significative. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les ajustements deviennent nécessaires, ils sont constatés dans les états financiers de l'exercice où ils sont connus.

l) Opérations entre apparentés

Les opérations entre apparentés, autre que les opérations inter entités, sont comptabilisés à la valeur d'échange.

Les opérations inter entités sont des opérations entre les entités sous contrôle commun. Les opérations inter entités, autres que les opérations de restructuration, sont comptabilisées sur une base brute et sont évalués à la valeur comptable, sauf pour ce qui suit :

i. Les services à recouvrements de coûts sont comptabilisés à titre de revenus et de dépenses sur une base brute et mesurés à la valeur d'échange.
ii. Certains services reçus gratuitement sont comptabilisés aux fins des états financiers ministériels à la valeur comptable.

Développement économique Canada pour les régions du Québec

Notes aux états financiers (*non auditées*) pour l'exercice terminé le 31 mars

3. Autorisations parlementaires

DEC reçoit la plus grande partie de son financement au moyen d'autorisations parlementaires annuelles. Les éléments comptabilisés dans l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle et dans l'état de la situation financière d'un exercice peuvent être financés au moyen d'autorisations parlementaires qui ont été approuvées au cours d'un exercice précédent, pendant l'exercice en cours ou qui le seront dans un exercice futur. Par conséquent, les résultats des activités de fonctionnement nets de DEC pour l'exercice diffèrent selon qu'ils sont présentés selon le financement octroyé par le gouvernement ou selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les différences sont rapprochées dans les tableaux suivants :

a) Rapprochement du coût de fonctionnement net et des autorisations parlementaires de l'exercice en cours utilisées

	2026	2025
	(en milliers de dollars)	
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	**281 843**	**213 523**
Ajustements pour les éléments ayant une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais qui n'ont pas d'incidence sur les autorisations :		
Services fournis gratuitement par d'autres ministères	(7 389)	(7 119)
Amortissement des immobilisations corporelles	(605)	(602)
Diminution (augmentation) des indemnités de vacances et congés compensatoires	87	558
Diminution (augmentation) des avantages sociaux futurs	(37)	66
Remboursement des contributions et des dépenses des exercices précédents	170	204
Autres	4 263	14 077
Total des éléments qui ont une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais qui n'ont pas d'incidence sur les autorisations	(3 511)	7 184

Développement économique Canada pour les régions du Québec

Notes aux états financiers (*non auditées*) pour l'exercice terminé le 31 mars

Ajustements pour les éléments sans incidence sur le coût de fonctionnement net, mais ayant une incidence sur les autorisations :		
Acquisition d'immobilisations corporelles	0	61
Augmentation (diminution) des charges payées d'avance	18	(203)
Nouveaux prêts (note 7)	141 474	117 080
Autres	(117)	(15)
Total des éléments sans incidence sur le coût de fonctionnement, mais ayant une incidence sur les autorisations	141 375	116 923
Autorisations de l'exercice en cours utilisées	**419 707**	**337 630**

b) Autorisations fournies et utilisées	**2026**	**2025**
	(en milliers de dollars)	
Autorisations fournies :		
Crédit 1 - Dépenses de fonctionnement	50 214	50 334
Crédit 5 - Subventions et contributions	369 132	284 428
Montants législatifs	5 932	6 068
	425 278	**340 830**
Moins :		
Autorisations disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	(30)	0
Périmés : Fonctionnement et Subventions et contributions	(5 541)	(3 200)
Autorisations de l'exercice en cours utilisées	**419 707**	**337 630**

Développement économique Canada pour les régions du Québec

Notes aux états financiers (*non auditées*) pour l'exercice terminé le 31 mars

4. Créditeurs et charges à payer

Le tableau ci-dessous présente les détails des créditeurs et des charges à payer de DEC :

	2026	2025
	(en milliers de dollars)	
Créditeurs – autres ministères et organismes	310	761
Créditeurs – parties externes	3 432	6 130
Total des créditeurs	3 742	6 891
Charges à payer	24 688	17 061
Total des créditeurs et charges à payer	**28 430**	**23 952**
Créditeurs détenus pour le compte du gouvernement	(7 775)	(8 468)
Créditeurs et charges à payer nets	**20 655**	**15 484**

5. Avantages sociaux futurs

a) Prestations de retraite

Les employés de DEC participent au Régime de retraite de la fonction publique (le Régime), qui est parrainé et administré par le gouvernement du Canada. Les prestations de retraite s'accumulent sur une période maximale de 35 ans au taux de 2 % par année de service ouvrant droit à pension multiplié par la moyenne des gains des cinq meilleures années consécutives. Les bénéfices sont intégrés aux bénéfices du Régime de pensions du Canada/Régime de rentes du Québec et sont indexés à l'inflation.

Tant les employés que DEC versent des cotisations couvrant le coût du régime. En raison de modifications à la *Loi sur la pension de la fonction publique* à la suite de la mise en œuvre des dispositions liées au *Plan d'action économique* 2012, les employés cotisants ont été répartis en deux groupes. Les cotisants du groupe 1 sont les membres existants au 31 décembre 2012, et les cotisants du groupe 2 sont les cotisants qui ont rejoint le régime depuis le 1er janvier 2013. Le taux de cotisation de chaque groupe est différent.

Le montant des charges de 2025-2026 s'élèvent à 3 742 milliers de dollars (3 883 milliers de dollars en 2024-2025). Pour les membres du groupe 1, les charges correspondent à environ 1,01 fois (1,02 fois pour 2024-2025) les cotisations des employés et pour le groupe 2, à environ 1,00 fois (1,00 fois en 2024-2025) les cotisations des employés.

La responsabilité de DEC relative au Régime se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers consolidés du gouvernement du Canada, en sa qualité de répondant du régime.

Développement économique Canada pour les régions du Québec

Notes aux états financiers (*non auditées*) pour l'exercice terminé le 31 mars

b) Indemnités de départ

Précédemment, les indemnités de départ accordées aux employées étaient basées sur l'éligibilité de l'employé, les années de services et le salaire au moment de la cessation d'emploi. Toutefois, depuis 2011, l'accumulation d'indemnités de départ pour les départs volontaires a cessé pour la majorité des employés. Les employés assujettis à ces changements, ont eu la possibilité de recevoir la totalité ou une partie de la valeur des avantages accumulés jusqu'à présent ou d'encaisser la valeur totale ou restante des avantages au moment où ils quitteront la fonction publique. En date du 31 mars 2026, la majorité des règlements pour encaisser la valeur des indemnités étaient complétés. Ces indemnités ne sont pas capitalisées et conséquemment, les remboursements de l'obligation en cours seront prélevés sur les autorisations futures.

Les changements dans l'obligation durant l'année sont les suivants :

	2026	2025
	(en milliers de dollars)	
Obligation au titre des prestations constituées - début de l'exercice	**812**	**878**
Charge pour l'exercice	100	3
Prestations versées pendant l'exercice	(63)	(69)
Obligation au titre des prestations constituées - fin de l'exercice	**849**	**812**

6. Débiteurs et avances

Le tableau suivant présente les détails des débiteurs et des avances de DEC :

	2026	2025
	(en milliers de dollars)	
Débiteurs - autres ministères et organismes	359	83
Débiteurs - parties externes	19 280	19 369
Avances aux employés	36	31
Sous-total	19 675	19 483
Provision pour créances douteuses sur les débiteurs des parties externes	(12 277)	(13 589)
Débiteurs bruts	**7 398**	**5 894**
Débiteurs détenus pour le compte du gouvernement	(7 003)	(5 780)
Débiteurs nets	**395**	**114**

Développement économique Canada pour les régions du Québec

Le tableau suivant présente une analyse chronologique des débiteurs de parties externes et des provisions pour moins-value associées utilisées pour refléter leur valeur recouvrable nette.

	2026	2025
	(en milliers de dollars)	
Débiteurs de parties externes		
Non en souffrance	312	438
Nombre de jours de retard		
1 à 30	124	232
31 à 60	179	405
61 à 90	118	295
91 à 365	1 454	6 912
Plus de 365	17 093	11 087
Total partiel	19 280	19 369
Moins : Provision pour moins-value	(12 277)	(13 589)
Total	**7 003**	**5 780**

Développement économique Canada pour les régions du Québec

Notes aux états financiers (*non auditées*) pour l'exercice terminé le 31 mars

Les sommes perçues à l'égard des contributions remboursables avec conditions se sont élevées à 3 384 milliers de dollars au cours de l'exercice 2025-2026 (4 106 milliers de dollars en 2024-2025). Il n'y a pas eu de radiation au cours de l'exercice 2025-2026 et 2024-2025 pour ces comptes jugés non récupérables.

7. Prêts

Les prêts (contributions remboursables sans conditions) sont des paiements de transfert versés à des bénéficiaires admissibles pour la réalisation d'un projet. L'entente de contribution fait état de modalités de remboursement strictes qui déterminent la date et le montant des versements. Généralement, l'échéancier de remboursement ne dépasse pas cinq ans, débutant au plus tard 24 à 48 mois après la date de fin du projet. L'intégralité des prêts est détenue pour le compte du gouvernement puisque le président n'a pas l'autorité concernant leur disposition.

Le tableau suivant présente les détails des soldes des prêts (contributions remboursables inconditionnelles) de DEC :

	2026	2025
	(en milliers de dollars)	
Contributions remboursables au début de l'exercice	848 512	859 531
Nouvelles contributions versées	141 474	117 080
Remboursements reçus et autres crédits	(132 170)	(128 099)
Sous-total : Contributions remboursables à la fin de l'exercice	857 816	848 512
Moins : Provision pour irrécouvrabilité	(210 316)	(207 820)
Total des prêts	**647 500**	**640 692**

Les sommes perçues à l'égard des contributions remboursables sans conditions se sont élevées à 132 170 milliers de dollars au cours de l'exercice 2025-2026 (128 099 milliers de dollars en 2024-2025). DEC a radié une somme de 12 179 milliers de dollars au cours de l'exercice 2025-2026 pour ces comptes jugés non récupérables (Aucune radiation en 2024-2025).

Développement économique Canada pour les régions du Québec

Le tableau suivant présente une analyse chronologique prêts en souffrance ou dépréciés et les provisions pour moins-value associées utilisées pour refléter leur valeur recouvrable nette :

	2026	2025
	(en milliers de dollars)	
Prêts consentis		
Non en souffrance	760 660	757 565
Nombre de jours de retard		
1 à 90	3 321	2 396
91 à 365	11 831	24 204
Plus de 365	82 004	64 347
Total partiel	857 816	848 512
Moins : Provision pour moins-value	(210 316)	(207 820)
Total	**647 500**	**640 692**

Développement économique Canada pour les régions du Québec

Notes aux états financiers (*non auditées*) pour l'exercice terminé le 31 mars

8. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile estimative de l'immobilisation, comme suit :

Catégorie d'immobilisations	Période d'amortissement
Matériel informatique	3 à 5 ans
Logiciels informatiques	3 ans
Autre matériel	5 ans
Véhicules automobiles	6 ans
Améliorations locatives	Durée de vie de l'amélioration ou durée du bail, la plus courte de ces périodes étant retenue
Actifs en construction	Lorsque mis en service, selon la catégorie de biens

Les immobilisations en construction sont comptabilisées dans la catégorie applicable dans l'exercice au cours duquel elles deviennent utilisables et ne sont amorties qu'à partir de cette date.

Développement économique Canada pour les régions du Québec

Notes aux états financiers (*non auditées*) pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

	Coût					Amortissement cumulé					Valeur comptable nette	
Catégorie d'immobilisations	**Solde d'ouverture**	**Acquisitions**	**Ajustements**	**Aliénations et radiations**	**Solde de clôture**	**Solde d'ouverture**	**Amortissement**	**Ajustements**	**Aliénations et radiations**	**Solde de clôture**	**2026**	**2025**
Matériel informatique	1 038	0	0	0	1 038	1 038	0	0	0	1 038	0	0
Logiciels informatiques	4 341	0	0	0	4 341	3 439	570	0	0	4 009	332	902
Autre matériel	45	0	0	0	45	42	1	0	0	43	2	3
Véhicules automobiles	447	0	0	(107)	340	266	30	0	(91)	205	135	181
Améliorations locatives	204	0	0	0	204	196	4	0	0	200	4	8
Actifs en construction	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	**6 075**	**0**	**0**	**(107)**	**5 968**	**4 981**	**605**	**0**	**(91)**	**5 495**	**473**	**1 094**

Développement économique Canada pour les régions du Québec

Notes aux états financiers (*non auditées*) pour l'exercice terminé le 31 mars

9. Obligations contractuelles

Par leur nature, les activités de DEC donnent lieu à des contrats et des obligations en vertu desquels DEC sera tenu d'effectuer des paiements échelonnés sur plusieurs années pour mettre en œuvre ses programmes de paiements de transfert ou pour l'acquisition de biens ou de services. Voici les principales obligations contractuelles pour lesquelles une estimation raisonnable peut être faite :

	2027	2028	2029	2030	2031 et exercices ultérieurs	Total
	(en milliers de dollars)					
Paiements de transfert	300 757	128 529	52 999	14 339	22 702	519 326
Fonctionnement et entretien	2 822	250	155	150	55	3 432
Total	**303 579**	**128 779**	**53 154**	**14 489**	**22 757**	**522 758**

10. Actifs éventuels

Dans le cadre du Programme de développement économique du Québec (PDEQ), les contributions à remboursement conditionnel non remboursées en 2026 se chiffrent à 11 609 milliers de dollars (12 009 milliers de dollars en 2025). Le remboursement dépend de la rentabilité des projets, et la période de remboursement maximale est de 20 ans. Le paiement final est dû, au plus tard, en 2042.

Les récupérations estimatives pour nos actifs éventuels sont évaluées à 9 287 milliers de dollars (9 607 milliers de dollars en 2025).

11. Opérations entre apparentés

En vertu du principe de propriété commune, DEC est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Les apparentés incluent, entre autres, les personnes faisant partie des principaux dirigeants ou un membre de la famille proche de ces personnes et entités contrôlées en tout ou en partie par un membre des principaux dirigeants ou un membre de la proche famille de ces personnes.

DEC conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon les modalités commerciales normales.

Développement économique Canada pour les régions du Québec

Notes aux états financiers (*non auditées*) pour l'exercice terminé le 31 mars

a) Services communs fournis gratuitement par d'autres ministères

Au cours de l'exercice, DEC a reçu gratuitement des services de certaines organisations de services communs relatifs aux locaux, services juridiques et cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires. Ces services gratuits ont été constatés à la valeur comptable comme suit dans l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle :

	2026	2025
	(en milliers de dollars)	
Cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires	3 921	3 766
Installations	3 110	3 055
Services juridiques	358	298
Total	**7 389**	**7 119**

Le gouvernement a centralisé certaines de ses activités administratives de manière à optimiser l'efficience et l'efficacité de la prestation des programmes auprès du public. Le gouvernement fait donc appel à des organismes centraux et à des organisations de services communs, de sorte qu'un seul ministère fournisse gratuitement des services à tous les autres ministères et organismes. Le coût de ces services, qui comprennent les services de paye et d'émission des chèques offerts à tous les ministères et organismes par Services publics et Approvisionnement Canada ainsi que les services d'audit offerts par le Bureau du vérificateur général, ne sont pas inclus dans l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle.

b) Autres transactions entre apparentés avec autres ministères et organismes

	2026	2025
	(en milliers de dollars)	
Charges	1 794	1 842

Les charges inscrites à la section (b) n'incluent pas les services communs fournis gratuitement qui sont inscrits dans la section (a).

Développement économique Canada pour les régions du Québec

Notes aux états financiers (*non auditées*) pour l'exercice terminé le 31 mars

12. Information sectorielle

La présentation de l'information sectorielle est fondée sur la responsabilité essentielle de DEC. La présentation par secteur est fondée sur les mêmes conventions comptables décrites à la note 2, Sommaire des principales conventions comptables. Le tableau qui suit présente les charges engagées et les revenus générés pour les principales responsabilités essentielles, par principaux articles de dépenses et types de revenus. Voici les résultats de chaque segment pour la période :

	Développer l'économie du Québec	Services internes	2026 Total	2025 Total
	(en milliers de dollars)			
Paiements de transfert				
Paiements non remboursables				
Organismes à but non lucratif	149 832	0	149 832	133 573
Autres paliers gouvernementaux	3 133	0	3 133	5 171
Industrie	74 025	0	74 025	16 379
Paiements à remboursement conditionnel				
Industrie	(1 908)	0	(1 908)	1 952
Autres	14 704	0	14 704	12 076
Charges engagées pour le compte du gouvernement	(16 398)	0	(16 398)	(17 865)
Total des paiements de transfert	223 388	0	223 388	151 286
Charges de fonctionnement				
Salaires et avantages sociaux	3 011	46 857	49 868	53 036
Services professionnels et spécialisés	298	1 773	2 071	2 350
Locations	169	3 384	3 553	3 650
Transports et communications	0	763	763	689
Achats de matériel et mobilier	0	292	292	374
Amortissement des immobilisations corporelles	0	605	605	602
Information	0	373	373	372
Fournitures et approvisionnement	0	57	57	90
Réparations et entretien	0	73	73	159
Autres	0	800	800	915
Total des charges de fonctionnement	3 478	54 977	58 455	62 237
Total des charges	**226 866**	**54 977**	**281 843**	**213 523**
Revenus				
Revenus d'intérêts	926	0	926	1 273
Revenus divers	3	15	18	8
Revenus gagnés pour le compte du gouvernement	(929)	(15)	(944)	(1 281)
Total des revenus	**0**	**0**	**0**	**0**
Coût net des activités poursuivies	**226 866**	**54 977**	**281 843**	**213 523**